

M.E.S., Numéro 134, Vol. 2, mai – juin 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mis en ligne : le 25 juin 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2024

CARITAS DEVELOPPEMENT DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.*Analyse du déficit d'accompagnement des ménages à Kananga*

par

Joseph MPUTU ILUNGA*Chef de Travaux, ISDR Kananga,**Apprenant D.E.A en Sociologie, Université Pédagogique de Kananga.***Monique KAPINGA NTUMBA***Assistante, I.S.E.S Kananga***Résumé**

La présente réflexion axée sur l'accompagnement des ménages de Kananga par Caritas Développement dans la lutte contre la pauvreté soutient que les interventions de cette structure loin d'entraîner des changements significatifs dans la vie de ces ménages, les ont maintenus dans une situation d'attente et de dépendance. Elle révèle que l'objectif de promouvoir leur auto-développement est en contradiction avec les résultats d'après projet. Cela n'a pas conduit à leur autopromotion et leur autodétermination. L'étude propose la mise en place des stratégies de sortie ainsi que la responsabilisation totale des bénéficiaires comme schéma qui mène vers leur auto-prise en charge.

Mots-clés : *lutte contre la pauvreté, déficit, accompagnement, ménage, Caritas Développement*

Abstract

This reflection focused on the support of households in Kananga by Caritas Développement in the fight against poverty maintains that the interventions of this structure, far from leading to significant changes in the lives of these households, have kept them in a situation of wait-and-see attitude and dependence. It reveals that the objective of promoting their self-development is in contradiction with the post-project results. This did not lead to their self-promotion and self-determination. The study proposes the implementation of exit strategies as well as the total empowerment of beneficiaries as a plan that leads to their self-care.

Keywords : *fight against poverty, deficit, support, household, Caritas Development*

INTRODUCTION

La population de Kananga a souffert et continue de souffrir d'une grande insécurité alimentaire comme il a été démontré dans une étude de la FAO (Antenne de Kananga), où il a été calculé que le déficit nutritionnel par ménage s'élève à 70 kg de vivres par mois¹. Le taux de malnutrition chronique monte à 20,5%.

Il y a deux décennies, le constat que l'on fait est que la pauvreté augmente à Kananga et la population en général en est victime. La question que d'aucun se pose est que, pourquoi tant de pauvreté alors que naissent beaucoup d'Organisations Non Gouvernementales appuyées par des Organismes Internationaux avec comme mission de lutter contre la pauvreté de ménages. Beaucoup d'études révèlent qu'il se traduit une situation de paupérisation généralisée des ménages dans cette ville. Cette paupérisation se manifeste par le manque d'argent, l'incapacité de scolariser les enfants, la vente de biens qui constituent le patrimoine de ménages, une alimentation irrégulière, le manque de moyens de se soigner en cas de maladie, de se loger, etc.

L'Etat, premier responsable à donner solution à ces multiples problèmes, s'est désengagé depuis des lustres. En vue de lutter contre cette pauvreté de ménages à Kananga, Caritas Développement a mis en place un programme de renforcement de l'autopromotion pour la sécurité alimentaire durable des ménages exécuté de 2005 à 2009 s'inscrivant dans une vision durable de développement.

Mais, dans l'exécution de ce programme, l'enquête menée relève que les relations entre cette structure et les ménages bénéficiaires, n'étaient pas pleines de responsabilité, de respect et d'égard en vue de produire de transformations, des changements significatifs et durables.

Une grande partie d'actions sans encadrement efficace les a jetés à un esprit d'attente, de dépendance, a paralysé les efforts locaux et constitué un frein à leur développement en dépit de diverses potentialités dont dispose la ville de Kananga.

¹ Source : FAO/Antenne de Kananga. Les besoins nutritionnels d'une famille de 6 personnes s'élèvent à 160 kg alors qu'en moyenne, la consommation mensuelle par famille est de 90 kg (57,9%).

C'est ce que rapporte Bakole wa Ilunga : « Pour nous, un développement qui n'augmente pas les possibilités pour l'homme d'être soi-même l'artisan de sa propre vie, qui n'augmente pas son équilibre psychique et social, bref qui ne le rend pas plus libre et responsable plus en paix avec soi-même et les autres, plus en harmonie avec son environnement, n'est pas un développement réel »².

C'est cette contradiction entre l'idée de promouvoir l'auto-développement par l'accompagnement de ménages et les résultats qui ne débouchent pas par leur mieux-être, par leur indépendance, qui ne les rendent pas responsables mais les maintiennent dépendants de l'aide qui pose problème dans le cadre de cette réflexion dont la préoccupation majeure est la suivante : *Pourquoi Caritas Développement ne met-elle pas en place dans son accompagnement des stratégies durables permettant aux ménages de s'autodéterminer, de devenir responsables de leur vie et de ne pas retomber dans la situation du départ ?*

Pour répondre à cette problématique, nous présumons que l'absence d'appropriation de projets par les bénéficiaires et le manque des stratégies de sortie d'après projet sont à la base de l'accompagnement limité de Caritas Développement. Afin de vérifier cette hypothèse, nous nous sommes fixés comme objectif d'identifier les contradictions qui sont à la base de ce déficit.

Pour y arriver, cette étude comporte quatre points : en dehors de l'introduction et de la conclusion, le premier point définit la démarche méthodologique de l'étude, le deuxième présente la sécurité alimentaire et de la pauvreté de ménages à Kananga ; le troisième traite de l'accompagnement de Caritas en présentant les activités menées à Kananga en faveur de ménages en se basant beaucoup plus sur les résultats d'après projet et le quatrième et dernier point analyse l'auto-prise en charge des ménages face à l'accompagnement par Caritas.

I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Les postulats dialectiques qui ont guidé cette analyse nous ont permis de rechercher les contradictions entre l'idée de Caritas Développement de renforcer les capacités des ménages à s'autodéterminer et s'auto promouvoir et la suite du projet par rapport aux conditions de vie de ces ménages. Par ailleurs, l'usage de l'observation directe s'est réalisé lors de nos différentes descentes dans les sites du projet en notre qualité d'abord de chercheur en développement ensuite en tant que facilitateur principal des membres des Comités Locaux de Développement Communautaire du projet.

C'est dans ce cadre que nous avons opté pour une démarche essentiellement qualitative donnant la parole aux bénéficiaires pour la production des données dont nous avons besoin. C'est ainsi que nous avons réalisé des entretiens approfondis ayant touché 84 personnes dont 14 animateurs endogènes soit 16,6%, 28 membres des CLDC soit 33,3%, 14 chefs coutumiers soit 16,6% et 28 membres des organisations paysannes soit 33,3%. Ces entretiens ont tourné dans l'ensemble autour des conditions de vie actuelles des bénéficiaires par rapport aux retombés du projet et l'espoir pour leur avenir.

II. SECURITE ALIMENTAIRE ET PAUVRETE DE MENAGES A KANANGA

2.1. Présentation de la ville de Kananga

Kananga se situe au centre de la RDC. Sa naissance selon Mulamba Katoka et Mputu Ilunga ⁽³⁾ remonte du commerce luso-africain avec l'existence du village Mukenge Kalamba pour certains et vers les années 1884 pour d'autres tel Van Zandijcke : l'on peut remonter au 10 novembre 1884 pour retrouver les origines de Luluabourg, situé d'abord sur la colline de Malandji et transférée ensuite quelque temps après l'inauguration du chemin de fer à l'endroit appelé Lulua-gare, qui changera de nom et adoptera celui de Luluabourg et plus tard celui de Kananga. Jadis prospère, son économie est confrontée aux difficultés de manque d'énergie qui devrait faciliter la création des unités de production. Le gros de la population est utilisé dans l'Administration et le secteur informel dont le petit commerce. Le niveau de vie y est essentiellement très bas et le taux de chômage très élevé.

2.2. Sécurité alimentaire et pauvreté de ménages à Kananga

La Région du Kasai Occidental ⁽⁴⁾ a connu dans les années 2000-2004 de problèmes liés à un taux de malnutrition modéré à sévère qui a frappé une grande franche de la population. D'autres études ont confirmé ces

²Bakole wa Ilunga, *Conditions et voies de développement*, Editions de l'Archidiocèse de Kananga, Kananga, 1984, p. 14

³ Mulamba Katoka et Mputu Ilunga, Conditions de relance des coopératives d'épargne et de crédit à Kananga, in *Le Semeur du Kasai*, n°1, Québec, 2007

⁴ La Province du Kasai Occidental fait partie des 11 anciennes provinces de la RDC. Elle a été démembrée en 2 provinces (Kasai, Kasai Central dont la ville de Kananga son chef lieu).

taux de malnutrition très élevés, en termes de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans (légère : 28,6%, modérée : 23,6%, sévère : 10,1%).⁽⁵⁾

Pour sortir de cette situation, la population s'est engagée dans diverses actions dont l'activité agricole prédominante dans la région considérée comme porteuse d'espoir et dont elle tire sa nourriture et une partie de ses revenus.

Malheureusement, elle n'arrivait pas à atteindre un bon rendement à cause de facteurs qui se sont constitués en pesanteur entre autres :

- le faible rendement des cultures dû à la réduction de la fertilité, à l'inefficacité de l'outil de travail, à la dégénérescence des semences et aux maladies et à des ravageurs ;
- l'inefficacité des structures d'encadrement technique et l'absence de synergie dans les interventions des partenaires s'occupant de l'encadrement.⁽⁶⁾

Kananga, chef-lieu de cette province, n'était pas resté en marge. Il a connu durant la même période des problèmes économiques importants. Selon l'indice de prix des produits de base, l'inflation en glissement annuel a été de 90% et 506% respectivement en 1998 et 1999. Le taux d'inflation au premier trimestre 2000 pour les principaux produits révèle que le coût de la vie est élevé à Kananga.⁽⁷⁾

Dans cette ville, la population s'est contentée de l'agriculture de subsistance comme moyen de vie et une grande partie s'est orientée vers d'autres activités comme la production des briques cuites, l'extraction des graviers et moellons, l'artisanat sous toutes ses formes, l'exploitation artisanale de diamants, le petit commerce...

Devant cette situation dominée par l'insécurité alimentaire, les politiques et stratégies du gouvernement et des bailleurs de fonds ont été mises en place en vue de trouver de voies et moyens pouvant aider la population à y sortir. Il s'agit de :

- la Stratégie de Réduction de la Pauvreté de la République Démocratique du Congo dont l'objectif était d'améliorer les conditions de vie des populations⁽⁸⁾ ;
- la conférence provinciale socio-économique du Kasai Occidental⁽⁹⁾ tenue en juin 2003 dont l'objectif était de préparer un programme provincial de développement socio-économique à court terme;
- l'Union Européenne⁽¹⁰⁾ a mis en place une stratégie intérimaire dont l'objectif était de contribuer à la lutte contre la pauvreté et au rétablissement de la croissance et du développement ;
- le Programme Quinquennal DGCD-Caritas International en RDC qui fait l'objet de cette étude exécuté à Kananga par Caritas Développement de 2004 à 2009.

Le thème principal du projet a été le « Renforcement de l'autopromotion pour la sécurité alimentaire durable des ménages de Kananga et son hinterland dans un contexte de vulnérabilité mitigé ».

III. ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES DE KANANGA PAR CARITAS

3.1. Présentation de la Caritas Développement

Caritas Développement Kananga (CDKa) est un partenaire institutionnel local de la Caritas International créée en 1945 par la Conférence Episcopale de Belgique. Elle devient en 1948 une Association sans but lucratif indépendante. Elle est basée dans la ville de Kananga et sa mission principale est de sensibiliser et accompagner les populations afin que celles-ci parviennent à une auto-prise en charge effective. Ses principaux secteurs d'intervention sont entre autres l'aide d'urgence, la formation, la santé et la sécurité alimentaire.

3.2. Contexte

Pour répondre aux problèmes liés à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté des ménages de Kananga, Caritas Développement a mis en place le projet ci-haut cité aspirant à appuyer les bénéficiaires dans la production vivrière et pérenne, la transformation des produits agricoles, la commercialisation et l'accès à l'eau potable visant

⁵ Tollens, E, L'état actuel de la sécurité alimentaire en RD Congo. Diagnostic et perspectives, Working paper, n°77, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, 2003.

⁶ Conférence provinciale socio-économique du Kasai Occidental (CPPSE/KOCC/ Province du Kasai Occidental, Cabinet du Gouverneur, 2003.

⁷ Statistiques collectées par la Direction Provinciale de Statistique (INS) et la Division provinciale de l'économie du Kasai Occidental, 2000.

⁸ République Démocratique du Congo, Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, Kinshasa, 2002.

⁹ Province du Kasai Occidental, Cabinet du Gouverneur (Conférence déjà citée).

¹⁰ République Démocratique du Congo, Communauté Européenne, Stratégie de coopération et programme indicative, 2003-2007.

le renforcement de leurs capacités d'autoproduction et leur pouvoir d'achat. Les activités du projet ont été exécutées dans 20 villages (Beya Dibala, Diboko, Dilembue, Kamenga, Katumba, Luanyanya, Lukono, Matamba, Mutumba, Muamba Mbuyi, Mukunga, Mbondo, Muyeshi, Mutoto, Ndumbi, Tubuluku, Tshibalabala, Tshimpindinga, Tshingana et Zapo repartis sur 6 axes autour de la ville de Kananga. Les bénéficiaires des activités du projet étaient des ménages organisés en associations, groupements ou tontines. Dans chaque village, une assise communautaire a été créée et un Comité Local de Développement Communautaire (CLDC) chapeautait les activités. Faisaient partis de ce comité, les leaders des associations, le chef coutumier du village, l'autorité politico-administrative locale et de représentants d'autres organisations paysannes et des initiatives locales de développement.

3.3. Balisage conceptuel

3.3.1. Pauvreté

Selon le Rapport du PNUD de 1997, la pauvreté signifie la négation des opportunités et des perspectives fondamentales sur lesquelles reposent tout développement humain, telles que la chance de vivre une vie longue, saine, constructive et jouir d'un niveau de vie décent, ainsi que la liberté, la dignité, le respect de soi-même et d'autrui ⁽¹¹⁾

Dans le cadre de cette étude, Caritas Développement a considéré comme ménage « pauvre », tout ménage vulnérable ayant de difficultés de survie, incapable de satisfaire les besoins vitaux essentiellement liés à l'alimentation, l'eau, le logement, la santé. Il dispose de peu de moyens pour faire face aux travaux agricoles.

3.3.2. Accompagnement

D'après Ardoïno (12), l'idée fondatrice de temporalité dans l'accompagnement lui confère la forme d'un processus. L'accompagnement donc un processus, une démarche qui s'effectue dans le temps et dans l'espace. Accompagner les ménages à Kananga suppose que Caritas considère que ces derniers doivent se construire une réalité. Qu'ils doivent dans leur accompagnement assurer leur pleine responsabilité. Il ne s'agit pas ici de les assister seulement mais de les aider à saisir les significations et le sens de ce qu'ils portent sur les activités réalisées en leur faveur.

3.3. Résultats d'après projet

3.3.1. La production vivrière

Dans ce domaine, l'objectif principal a été d'augmenter la production des cultures vivrières à travers l'accès à des semences de qualité, la promotion des engrais verts, la lutte contre les maladies et les ravageurs.

Or, l'augmentation de la production vivrière et notamment des productions de manioc, de maïs, de niébé, de riz, de soja et de légumes, était une des priorités du Programme de Développement Régional du Kasai Occidental, qui appelait entre autres à un effort particulier de la part des structures étatiques et privés (ONG) dans le domaine de la production et de la distribution des semences et des matériels de plantation améliorées. ⁽¹³⁾

Ce programme a sombré jusqu'à l'avènement du projet de Caritas qui fait l'objet de cet article. Selon le projet, 4000 ménages ont bénéficié des activités visant l'accès aux intrants de qualité, 360 ont bénéficié eux des aménagements des bas-fonds. Les résultats ont indiqué que 200 associations ont été sélectionnées en 2005 ⁽¹⁴⁾ ; 18 périmètres maraichers ont été aménagés en 2007 ⁽¹⁵⁾ ; 20 formations ont été réalisées ⁽¹⁶⁾.

3.3.2. Transformation des produits agricoles

L'objectif dans ce domaine était d'augmenter l'accès aux moulins et décortiqueuses afin d'alléger les tâches des femmes et faciliter la conservation des produits destinés à la consommation dans les ménages. Les résultats du projet ont indiqué que 14 moulins furent installés et opérationnels (4 en 2005, 5 en 2006 et 5 en 2009) ⁽¹⁷⁾ ; 3

¹¹ PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, Economica, Paris, 1997.

¹² Ardoïno J., « De l'accompagnement, en tant que paradigme », in *Revue Pratiques de Formation/Analyses, Université Paris, Formation Permanente*.

¹³ Monographie de la Province du Kasai Occidental, PNUD/UNOPS, Programme National de Relance du Secteur Agricole et Rural (PNSAR), 1997-2001.

¹⁴ Source : liste des associations retenues en 2005.

¹⁵ Source : rapports de suivi du projet de 2007.

¹⁶ Source : modules et rapports de formations produits en 2007.

¹⁷ Source : Rapports de suivi du projet et rapports comptables des moulins de 2005, 2006 et 2009.

décortiqueuses installées et opérationnelles en 2005, ⁽¹⁸⁾; 3 unités de transformation d'ananas installées et opérationnelles en 2005 ⁽¹⁹⁾.

3.3.3. La commercialisation des produits agricoles

Objectif : aménager des greniers collectifs au profit des ménages bénéficiaires. Selon les résultats du projet, 7 brigades de routes furent constituées, formées et équipées en 2005 et 2007, des greniers collectifs et leurs comités de gestion mis en place. ⁽²⁰⁾

En 2009, le projet a été suivi d'une évaluation des animateurs endogènes (A.E) organisée du 19 au 22/10/2009. Elle a été menée suivant la précision des termes de références dans les 18 sites par 11 évaluateurs dont 5 externes et 5 internes de Caritas. Les résultats de cette évaluation ont montré que l'action de Caritas Développement loin d'être abandonnée ou réorientée dans l'accompagnement de ménages, doit être maintenue et renforcée.

IV. AUTO-PRISE EN CHARGE DES MENAGES FACE A L'ACCOMPAGNEMENT PAR CARITAS

4.1. Tour d'horizon de l'appui apporté aux bénéficiaires

4.1.1. Unités de transformation de jus d'ananas

La sécurité alimentaire ne se limite pas seulement à la production des aliments, mais sa disponibilité, sa permanence, son abondance, son conditionnement, sa qualité, sa variété, sa conservation et son accessibilité sont autant d'éléments à prendre en compte en vue de la satisfaction des besoins nutritionnels des habitants d'une entité donnée. Il ressort de nos enquêtes faites sur terrain que les ménages de Tubuluku, Beya Dibala et Tshimpindinga, trois villages situés de 7 à 17 Km de Kananga, repris dans le projet, ont été appuyés chacun d'une unité de transformation de jus d'ananas à la suite de la grande production de ce fruit par les ménages. Ces unités ont cessé de fonctionner au bout d'une année seulement, alors que la population continuait à produire davantage des ananas. Cela a posé un sérieux problème dans l'écoulement vers les centres de consommation. Le jus d'ananas qui devrait remplacer l'ananas cru pendant la période de non production a disparu du marché à cause du non fonctionnement des unités de production. Les bénéficiaires ont été abandonnés à la fin du projet.

4.1.2. Moulins autogérés et décortiqueuse de riz

L'enquête a établi que dans la gestion de ces moulins, les intérêts individuels ont primé sur les intérêts collectifs. Dans quatre sites ayant bénéficié de ces moulins et adductions d'eau (Mbondo, Tubuluku, Muyeshi et Tshingana), l'ingérence des autorités traditionnelles ou politico-administratives a posé de sérieux problèmes dans le fonctionnement de ces unités. Nos enquêtes révèlent qu'à Luanyanya, six associations ont été regroupées autour d'un moulin. Cette situation a occasionné une gestion conflictuelle jusqu'à son arrêt total. A Tshibalabala, les producteurs de riz regroupés en 4 associations ont géré une seule décortiqueuse et au bout d'une certaine période, elle a cessé de fonctionner à cause de conflits récurrents des membres de ces associations sans oublier la guerre de leadership.

4.1.3. Greniers collectifs

De huit greniers collectifs dotés aux associations ci-après : Luanyanya, Lukono, Muyeshi, Mutumba, Zapo, Wafuana, Mutoto et Tshingana, deux seulement ont fonctionné deux ans après le lancement du projet. Les autres ont été soit utilisés comme maisons d'habitation soit presque vide à cause de la faible production par les bénéficiaires soit encore par la résistance des uns à déposer leurs produits ensemble avec les tierces en raison des conflits tribaux. Et c'est contrairement aux rapports effectués par des Animateurs Endogènes qui faisaient état de 70% des ménages qui auraient utilisé des greniers collectifs pour stocker le surplus de leur récolte.

Il importe de noter que le recrutement des Animateurs Endogènes n'ayant pas bénéficié d'aucune formation (remplacement de ceux qui ont abandonné) et l'appui dans tous les sites des intrants ayant précédé les formations, sont autant de facteurs ayant entamé le nivellement par le bas de cet accompagnement.

4.2. Auto-prise en charge des ménages : absence d'appropriation et stratégies de sortie

4.2.1. Absence d'appropriation

Le comportement d'attentisme des ménages bénéficiaires est un fait observé à l'issue de ce projet. Lors de notre prestation en qualité de facilitateur principal en « gestion entrepreneuriale et organisationnelle des

¹⁸ Source : Rapports de suivi du projet et rapports comptables des décortiqueuses de 2005.

¹⁹ Source : Rapports de suivi du projet et rapports comptables des unités de transformations de 2005.

²⁰ Sources : Rapports de suivi du projet, module et rapports de formation de 2005 et 2007.

membres de sept périmètres maraichers » affecté dans sept villages de ce projet, l'enquête a établi que les ménages à former attendaient « tout » de Caritas pour leur prise en charge pendant la formation : farine, huile, poissons... même du sel et de légumes devraient être fournis par l'ONG. Après avoir reçu des semences de diverses cultures, deux ans après, les ménages étaient incapables d'en présenter de réserves de leur récolte pouvant les aider dans la saison suivante. Interrogés à ce propos, voici leur réponse : « nous attendons que les ONG nous appuient encore cette année ». Un comportement attentiste décrit par Muamba Bakatubenga qui pense que pour arriver à prendre une décision de s'interdire la politique de la main tendue, l'autodétermination recourt au principe de la découverte de soi-même « Se découvrir soi-même » : l'homme, être productif, est appelé à se regarder pour découvrir le potentiel qu'il recèle en lui et qui peut l'aider à se mouvoir sans un appui extérieur. ⁽²¹⁾

L'abandon des unités de production par les bénéficiaires après le retrait de Caritas, la dissolution de certaines associations, le non pérennisation de presque tous les acquis du projet sont des éléments dont Caritas n'avait pas tenu compte en amont de l'accompagnement de ces ménages et qui ont constitué un goulot d'étranglement pour la suite de ce projet.

4.2.2. Absence des stratégies de sortie d'après projet

Pour sa réussite et sa continuité sur terrain, tout projet doit être couvert des stratégies de sortie. Ceci a fait défaut à la Caritas qui n'en avait pas prévues. On a assisté au retrait précoce des animateurs endogènes abandonnant les bénéficiaires sans connaissance suffisante sur un certain nombre de points importants, ni moyens matériels pouvant les aider à poursuivre les activités sans eux, incapables d'être responsables de l'appui bénéficié. En ce moment, il y a lieu de douter même de ce développement dont on parle à longueur de la journée par les différentes organisations au profit de populations.

Faudra-il les laisser seules comme pense Muamba Bakatubenga « l'homme, être productif, n'est pas un aveugle qui doit être conduit et orienté. Il doit savoir qu'il est indépendant de par sa créature. Ce principe exige que l'homme découvre ses forces et ses limites. Qu'il transcende ses limites. Qu'il devienne l'autocréateur des richesses ». ⁽²²⁾ Aussi avons-nous estimé que la faiblesse de ce projet autour des éléments exposés ci-haut a conduit aux contradictions quand nous remontons à l'objectif du départ celui de renforcement de l'autopromotion pour la sécurité alimentaire durable des ménages de Kananga et « la réponse après projet ».

C'est dans le même ordre d'idées que S. Shomba Kinyamba pense que « quoi qu'il en soit, la prise de conscience de l'acteur social, sa prise en compte des contraintes objectives existantes, ses stratégies et ses tactiques d'acteur, tout cela ensemble ne conduit à rien si ce n'est pas l'œuvre des pauvres eux-mêmes. S'agissant de cette action sur les pauvres, l'auteur insiste que la règle de base d'une action sur les pauvres est de ne pas se substituer à eux. Il faut les pousser à agir eux-mêmes, il faut les responsabiliser. ⁽²³⁾

Cet état de choses nous pousse à donner raisons aux questionnements de Tevoedjre Albert « La pauvreté, richesse des peuples » (1978), de Daniell Etonga-Manguelle « L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement structurel ? » (1990), d'Axelle Kabou « Et si l'Afrique refusait le développement ? » (1991), de Paul K. Fokam « Et si l'Afrique se réveillait » (1993), de Stephen Smith « Nécrologie : Pourquoi l'Afrique meurt ? » (2003), d'Axelle Kabou « Comment l'Afrique en est arrivée là ? » (2011), « Le temps pour l'Afrique n'est pas encore arrivé » (2012). Dans cette lutte, les ménages de Kananga devraient d'abord compter sur eux-mêmes, sur leurs propres efforts, leurs ressources locales, leurs intelligences avant d'attendre la générosité de Caritas et d'autres organisations, générosité teintée de mépris de leur « être ».

CONCLUSION

Dans ce travail, la préoccupation a été celle de savoir si l'accompagnement de Caritas Développement aux ménages de Kananga a amené ces derniers à s'auto-promouvoir et lutter contre leur pauvreté. Pendant cinq ans, de 2004 à 2009, cette structure a mis en place des activités diversifiées en vue de répondre à cet objectif. Malheureusement, l'enquête a fait ressortir explicitement des faiblesses qui ont contrarié l'objectif initial.

D'une part, le recrutement des animateurs endogènes n'ayant bénéficié d'aucune formation (remplacement de ceux ayant abandonné) en rapport avec leurs tâches ; l'appui dans presque tous les villages en

²¹ Muamba Bakatubenga, Fonds Social de la République Démocratique du Congo et réinsertion sociale des vulnérables dans la région du Kasai, Editions CREDOP/UPKAN, Kananga, 2023, pp.120-121

²² Muamba Bakatubenga, op. cit. p. 121

²³ Shomba Kinyamba, « Pauvreté et conflits sociaux à Kinshasa. Pentagone de la régénérescence des capacités comme fondement de lutte contre la pauvreté et les conflits sociaux ». Texte à titre posthume tiré dans *Quelques singularités congolaises. Enjeux, compromis et reconfiguration sociale*. L'Harmattan, Paris, 2019, pp. 439-440

intrants ayant précédé les formations y afférentes ; la multiplication des conflits autour des unités de production, l'ingérence des autorités traditionnelles et administratives ayant entraîné soit le dysfonctionnement soit l'arrêt des unités de production, le départ précoce des animateurs endogènes de sites de projet.

D'autre part, l'absence d'appropriation des acquis du projet par les bénéficiaires et le manque de définition des stratégies de sortie d'après projet par Caritas Développement ont fait qu'à l'issue du projet, le bilan a été catastrophique.

BIBLIOGRAPHIE

- ARDOINO, J., « De l'accompagnement en tant que paradigme », in *Revue Pratiques de Formation/Analyses*, Université, Paris, Formation Permanente.
- BAKOLE wa ILUNGA, *Conditions et voies de développement*, Editions de l'Archidiocèse de Kananga, Kananga, 1984.
- Conférence Provinciale socio-économique du Kasai Occidental (CPSE/K.OCC), Province du Kasai Occidental, Cabinet du Gouverneur, 2003.
- Document Intérimaire de stratégie de Réduction de la pauvreté, Kinshasa.
- Monographie de la Province du Kasai Occidental, PNUD/UNOPS, Programme National de relance du secteur agricole et rural (PNSAR), 1997-2001.
- MUAMBA BAKATUBENGA, *Fonds social de la République Démocratique du Congo et la réinsertion sociale des vulnérables dans la région du Kasai*, Editions CREDOP/UPKAN, Kananga, 2023.
- MULAMBA KATOKA et MPUTU ILUNGA, « Conditions de relance des coopératives d'épargne et de crédit à Kananga », in *Le Semeur du Kasai*, n°1, Québec, 2007.
- SHOMBA KINYAMBA, S., « Pauvreté et conflits sociaux à Kinshasa, Pentagone de la régénérescence des capacités comme fondement de lutte contre la pauvreté et les conflits sociaux ». Texte à titre posthume tiré dans *Quelques singularités congolaises. Enjeux, compromis et reconfiguration sociale*, L'Harmattan, Paris, 2019.
- TOLLENS, E., « L'état actuel de la sécurité alimentaire en RD Congo, Diagnostic et perspectives », in *Working paper*, n°77, 2003.